

CARÊME 2023



ENTRAIDE &  
FRATERNITE

# Magazine

## DE CAMPAGNE



# INTRODUCTION

Ce magazine thématique tend à être un outil visant à mettre en lumière les conflits, les réalités ou encore les enjeux auxquels doivent faire face les défenseurs et défenseuses de la terre au Brésil. Il épinglera certaines de leurs formes de résistance et de résilience. A cet effet, la première partie présente une carte d'identité globale du Brésil, avant de faire un focus sur sa biodiversité, sa population et ses écosystèmes. Vous serez également présentés les partenaires d'Entraide et Fraternité et leur travail d'accompagnement de terrain. La seconde partie vous propose de partir d'un exemple concret, celui d'une communauté quilombolas qui se lève contre l'extraction du calcaire destiné à l'agrobusiness. Elle vous permettra d'identifier et de comprendre les enjeux et les réalités de ces populations, en leur donnant directement la parole. La troisième partie revient plus globalement sur les conflits liés aux ressources naturelles, et à leurs conséquences, tant humaines qu'environnementales. Elle met également en lumière les formes de violence auxquelles font face les populations traditionnelles, quilombolas, communautés autochtones, ainsi que les mouvements sociaux qui luttent pour les défendre et défendre la terre. Ainsi, à la suite de ces trois premiers angles d'approche, la quatrième partie revient sur les moyens de lutte et de résistance brésiliens. Enfin, quelques recommandations pour soutenir les luttes de ces défenseurs et défenseuses de la terre au Brésil vous seront livrées en conclusion de ce magazine.

## LE BRÉSIL EN BREF

### CARTE D'IDENTITÉ DU BRÉSIL

**Capitale :** Brasilia

**Président :** Luiz Inácio "Lula" da Silva (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023)

**Continent :** Amérique du Sud

**Superficie :** 8.547 .404 km<sup>2</sup> (5<sup>e</sup> mondiale), soit 280 fois la Belgique (30.528 km<sup>2</sup>)

**Population :** 215.002.523 hab. (7<sup>e</sup> plus importante population au niveau mondial)

**Indice de développement humain (IDH) :** 87<sup>e</sup> sur 189 pays

**Population urbaine :** 87 %

**Population active par secteur :** Services 66 % - Industrie 14 % - Agriculture 20 % (2003)

**Part de jeunes (-14 ans) dans la population :** 21.9 %

**Espérance de vie :** 74,3 ans (80 en Belgique)

**Monnaie :** Réal brésilien

**Langue officielle :** Portugais

**Hymne national :** *Himno Nacional Brasileiro*

**Devise nationale :** *Ordem e Progresso* (« Ordre et progrès »)

**Fête nationale :** 7 septembre (jour de la Déclaration d'Indépendance du Brésil en 1822)

**Climat :** tropical avec d'importantes variations régionales (tropical, équatorial, semi-aride, tempéré et subtropical)

**Religion :** Catholicisme 64,6 % - Protestantisme (y compris évangélisme) 22,2 % - Athéisme 8 %

**PIB/habitant :** 8 717 \$USD (2019) (Belgique 46 556 \$USD)

**Notre action au Brésil :** Entraide et Fraternité travaille en collaboration avec ses partenaires (Commission pastorale de la terre de Goiás, Agro é fogo) dans l'État de Goiás, situé dans le centre-ouest du Brésil. D'une superficie de 340 086,6 km<sup>2</sup>, sa capitale est Goiânia. Le climat y est tropical et semi-humide, tandis que sa végétation est celle du Cerrado (prairies, savanes et terres tropicales et subtropicales).





## POPULATION, ÉCONOMIE ET ÉCOSYSTÈMES BRÉSILIENS

La composition de la population brésilienne témoigne d'une grande diversité culturelle, fruit de vagues successives d'immigration. Le pays reste néanmoins marqué par de fortes inégalités qui sont fonction de l'origine ethnique, du niveau de la répartition des richesses, ou encore de l'accès au travail. Sur le plan environnemental, le Brésil est doté d'une importante biodiversité et fait partie des pays que l'on appelle « méga-diversifiés ». Il abrite entre 15 et 20% de toutes les espèces de faune et de flore de la planète. L'expression « Dieu est brésilien » renvoie par ailleurs au fait que le Brésil aurait été gâté par la nature en termes de ressources naturelles. C'est également une puissance pétrolière importante.

Qui dit biodiversité dit aussi exploitation illégale de toute une série de richesses et inégalités importantes. En effet, ses ressources naturelles ont progressivement permis au Brésil de devenir un acteur important sur la scène internationale, grâce à un modèle économique orienté vers l'exportation de produits alimentaires ou de minéraux. Le Brésil est le premier producteur et exportateur mondial de soja, de sucre, de viande ou encore de café. Ce faisant, il est apparu comme un allié économique majeur pour beaucoup de pays, comme c'est le cas pour ceux de l'Union Européenne. Mais cette richesse est loin de profiter à toute la population. Le Brésil reste en effet marqué par de grandes inégalités sociales, tandis qu'une partie des brésiliens meurent de faim ou sont victimes d'insécurité alimentaire. Plus encore, cette croissance économique s'est construite sur une importante

exploitation des ressources naturelles du Brésil et sur l'expansion agricole, au détriment des populations autochtones et des communautés traditionnelles.

L'environnement n'est pas non plus épargné. La déforestation est alarmante et croît d'années en années. Ainsi, en 20 ans, le Brésil a perdu 28,2 millions d'hectares de forêts primaires humides, soit 45% de la couverture arborée totale<sup>1</sup>. Les écosystèmes de l'Amazonie et du Cerrado sont particulièrement touchés, et représentaient, ensemble, quelques 89,2% de la surface déboisée en 2021. Le Cerrado est par ailleurs devenu un point central de l'expansion agricole brésilienne depuis les années 1970, en étant le lieu de culture des principaux produits d'exportation brésiliens. Une grande partie de la déforestation du Cerrado est le fait d'actions illégales.

La destruction du Cerrado est alarmante. Deuxième plus grand biome brésilien et abritant à lui seul 5% de la biodiversité planétaire<sup>2</sup>, il alimente huit des douze principaux bassins fluviaux du pays, irrigue 40% du territoire national et fournit de l'électricité à 9 brésiliens sur 10. Sa destruction, associée à celle de l'Amazonie, diminue le flux d'eau à destination des bassins hydrauliques. Plus encore, sa végétation, constituée d'un vaste réseau de racines souterraines, joue un rôle central dans la préservation des autres écosystèmes, tels que sont l'Amazonie et le Pantanal. La mort du Cerrado impliquerait également la mort de l'Amazonie. Ces écosystèmes sont donc interreliés et doivent tous être protégés.

1 <https://www.globalforestwatch.org>

2 <https://www.wwf.fr/champs-d-action/alimentation/deforestation>



## NOS PARTENAIRES AU BRÉSIL

Au Brésil, mouvements sociaux, syndicats, ONGs et associations catholiques se sont organisés et résistent contre l'avancée de l'agro-industrie. Ces défenseurs et défenseuses de la terre promeuvent et mettent en œuvre des alternatives basées sur une forme d'agriculture et d'économie solidaire différente. Celle-ci se veut en effet fondée sur une autre relation à la terre et aux ressources naturelles, considérées en tant que biens communs et collectifs, et comme fondements des moyens de subsistance des communautés et gardiennes des savoirs et pratiques traditionnelles. Ces défenseurs et défenseuses cherchent à promouvoir des solutions pour pérenniser l'activité agricole familiale et pour une valorisation de l'agriculture paysanne durable. C'est dans cette optique que travaillent les partenaires d'Entraide et Fraternité, dans l'Etat de Goiás.

**La Commission Pastorale de la Terre (CPT)** est une organisation paysanne créée par la Conférence épiscopale brésilienne en 1975. Partenaire historique d'Entraide et Fraternité, la CPT-Goiás (branche de la CPT active dans l'Etat de Goiás, au centre du pays) travaille dans une région qualifiée de « capitale » de l'agro-industrie au Brésil. Les conflits socio-environnementaux ainsi que la violence à l'encontre des défenseurs et des défenseuses de la terre y sont donc, malheureusement, des phénomènes récurrents.

Depuis sa création, la CPT fournit un appui politique, socio-culturel et matériel aux communautés rurales (peuples indigènes, villages quilombos, paysan-e-s sans terres, etc.) dans leurs luttes pour le droit à la terre. Dans l'Etat de Goiás, la CPT promeut une campagne pour la diversification de la production et la défense du Cerrado. Cela correspond à des actions telles que : la récupération des sources d'eau, la création des potagers agro-écologiques, l'organisation de formations, la lutte contre l'utilisation de produits chimiques dans l'agriculture, etc. Au niveau national, la CPT est partie prenante des différentes luttes et manifestations en faveur de la Réforme agraire et dénonçant les violences et conflits liés à la terre. Enfin, l'organisation joue un rôle pour aider à une meilleure articulation des mouvements sociaux et travaille en réseau avec d'autres associations de la société civile, de l'Eglise et des mouvements sociaux, comme le Movimento dos Trabalhadores Sem Terra (MST), mouvement paysan de lutte pour la réforme agraire, Via Campesina, la Federação dos Trabalhadores na Agricultura Familiar et le Movimento dos Atingidos por Barragens (MAB) notamment.

Nouveau partenaire d'Entraide et Fraternité depuis 2021, la coalition « **Agro é Fogo** » est une plateforme de plus de 30 mouvements sociaux, organisations paysannes, pastorales et chercheur-e-s d'universités, actifs dans les trois grands écosystèmes brésiliens : l'Amazonie (région de forêt tropicale, au nord du pays), le Cerrado (région de savane, au centre) et le Pantanal (région marécageuse au sud-ouest). Elle est née suite aux multiples *fake news* du gouvernement Bolsonaro sur les conflits agraires et la déforestation en cours au Brésil. Son principal travail est d'enquêter sur les incendies criminels allumés par l'agro-industrie brésilienne et de divulguer ces informations auprès du grand public. Elle documente et informe sur l'implication de l'agro-business et du gouvernement brésilien dans la déforestation, l'accaparement de terres et la dévastation de l'environnement.

Elle défend également les droits des communautés paysannes et indigènes menacées par cette même agro-industrie. Agro é Fogo travaille notamment avec le Conselho Indigenista Missionário (CIMI), pour garantir les droits d'accès et de gestion des ressources naturelles des peuples traditionnels, à travers la reconnaissance et en la délimitation des terres autochtones. L'appui à la coalition Agro é Fogo est la suite logique de l'engagement d'Entraide et Fraternité aux organisations soutenues par la CPT-Goiás, qui travaille à la protection du Cerrado, de son écosystème et de ses communautés traditionnelles.



# UNE COMMUNAUTÉ QUILOMBOLAS QUI SE LÈVE CONTRE L'EXTRACTION DU CALCAIRE DESTINÉ À L'AGROBUSINESS

Les Quilombolas de l'acampamento de Extrema e Levantado constituent 2 des quelques 3.000 communautés de descendant·e·s d'esclaves issu·e·s du continent africain que compte le Brésil. Venues de Baía, elles sont établies depuis 1933 à quelques encablures de Jaciaria, au Nord-Est de l'État de Goiás à 5 heures de route de Brasília. En 2006, elles sont pour la première fois approchées par la société Calbrax qui extrait du calcaire pour l'agriculture.

Maria Madalena do Sacramento Rocha est maîtresse en performance culturelle de l'Université fédérale de Goiás. Elle est issue de la communauté de Levante et est une des fondatrices de l'Associação Quilombola Extrema- AQUE en 2014. Elle nous reçoit dans la cour de l'école de l'acampamento en présence des enfants. "Ils sont l'avenir de la communauté", nous indiquera-t-elle plus tard. Les yeux pétillants, les enfants écoutent la musique traditionnelle de la communauté et le discours de Maria Madalena. Le doyen de la communauté, Sr. Anastácio, joue du pipeau. La mélodie est accompagnée des percussions des plus jeunes hommes du campement.

La carrière de calcaire va s'implanter à 1.500 m des habitations. En plus de la poussière et du bruit, Antonin, qui a pris leadership de la protection des deux communautés, craint aussi les effets pour la santé de la population et l'évidence d'une migration prochaine : il ne s'agit ni plus moins que de la dislocation du tissu social et des liens étroits qu'elles entretiennent avec leur environnement immédiat : le Cerrado. Elles seront irrémédiablement contraintes de se délocaliser et donc de se disperser si le projet aboutit. Aujourd'hui, les deux communautés, au-delà de leur amitié historique réciproque, ont réuni leurs forces pour mener une lutte commune pour la légitimation de leur territoire. "Nous

devons être ensemble pour affirmer notre droit d'exister », nous glissera-t-on encore plus tard. Les enfants l'écoutent attentivement assis en tailleur dans le patio d'une des maisons du campement.

## TOUS LES (MAUVAIS) COUPS SONT PERMIS

Le procédé adopté par la société est empreint d'une mauvaise foi décomplexée. Vantant la chance que représente l'implantation de la carrière pour l'emploi dans la communauté, elle promet également la construction d'un hôpital qui, s'il voit le jour, ne sera évidemment pas fréquenté, la population quilombolas ayant sans doute déjà quitté les lieux en même temps que son ouverture. Des t-shirts aguichants ont été distribués aux enfants par la société, vantant la nécessité de déconstruire les préjugés à son égard. La communauté a réalisé avec la CPT-Goiás l'impression de t-shirts prenant le contrepied du message de la société. Ils les arborent fièrement et affirment l'existence de leur territoire, de leur lieu de vie, de leur maison et de leur famille. Le message est clair : cela n'a pas de prix !

Saulo Reis, coordinateur de la CPT-Goiás, nous explique les impacts à très court terme des premières explosions de dynamite : les maisons vont se fissurer presque instantanément, des nuages de poussière vont investir les villages poussant les habitants à fuir et rendant l'exploitation de la terre impossible, les puits vont s'abîmer et l'eau sera rendue impropre à la consommation. La communauté des Quilombolas de l'acampamento d'Extrema e Levantado va se disloquer et l'émigration de la campagne vers les favelas de grandes villes parfois éloignées sera sans doute la suite logique de l'exploitation de la carrière.



## DES RÈGLES PLUS COMPLEXES D'INSTALLATION SI LE DROIT DES POPULATIONS ÉTAIT RESPECTÉ

Dans le cas de l'implantation de carrière, l'Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária (Incra) n'a pas effectué l'étude d'impact environnemental et social qu'un texte de loi brésilien lui contraint pourtant de réaliser et que les communautés doivent signer. La lutte porte depuis 2013 pour la légalisation du document leur permettant de cultiver le sol et ouvrant la voie à l'équipement en infrastructures par les autorités. L'équipement de la communauté rendra le processus d'installation de la carrière plus complexe et les conditions à remplir à l'égard des communautés plus contraignantes.

Fatalistes, mais pas résignés, les habitant-e-s ont connaissance d'autres cas de communautés impactées par des carrières distantes parfois de 20 km des lieux d'extraction. Ils connaissent l'impact de leur exploitation. Toutefois, les convictions de chacun ne sont pas les mêmes et le travail d'éducation populaire est constamment remis sur le métier grâce notamment à la CPT-Goiás. Elle soutient la communauté en renforçant son organisation, mais aussi en appuyant les initiatives d'actions de mobilisation (telles que les la distribution des t-shirts évoqués ci-dessus). Elle soutient également la valorisation de la culture et du mode de vie des quilombolas. L'appui peut aussi prendre une dimension plus technique à travers la promotion de l'agroécologie et du travail collectif de la terre. Ces diverses approches construisent la résistance de la communauté contre le projet d'exploitation de la carrière. Son action renforce la dimension collective de la lutte, les leviers de pression politique et également leur résilience alimentaire.

La mobilisation et le soutien d'Entraide et Fraternité auprès de la CPT-Goiás a également permis de prendre en charge les frais d'un avocat pour assurer le suivi des pressions juridiques de l'entreprise et pour dénoncer ses méthodes illégales pour mener à son terme l'enquête socio-environnementale, démarche préalable à l'exploitation du calcaire quand il y a un impact pour les communautés.

Enfin, lors de notre visite à la communauté en septembre 2022, la construction d'une route à quelques kilomètres de là n'aurait rien de bon quand l'échéance prochaine de l'ouverture de la carrière.

## DES LIENS ÉTROITS AVEC LE CERRADO<sup>3</sup>

Les liens entre les communautés Quilombolas et le Cerrado relèvent presque de l'intime. Ils s'inscrivent dans des traditions vivaces car ces communautés ont la conscience d'être les dépositaires d'une histoire séculaire et revendiquent les connaissances développées par leurs ancêtres. Certains qualifient ces communautés d'espace de liberté dans l'arrière-pays brésilien. Elles ont même développé des pratiques culturelles spécifiques qu'elles défendent aujourd'hui : la danse, la musique et l'artisanat notamment.

C'est donc ce lien au Cerrado qui structure leur mode de vie et leur lien à l'environnement. Les communautés y prélèvent un grand nombre d'espèces végétales pour des usages multiples : l'alimentation, la médecine traditionnelle, l'artisanat, les rituels religieux ou encore le commerce. Leur lien étroit avec le Cerrado les a aussi conduites à développer différents types de techniques agricoles et de pratiques d'élevages traditionnelles. Les Quilombolas cultivent avec la lune, connaissent les eaux et les techniques d'assolement. Ils savent ainsi précisément quand une graine va germer ou encore pourquoi elle ne le fera pas. Les communautés cultivent des potagers et des petits vergers sur les parcelles entourant les maisons. Elles disposent également de petits élevages, parfois des systèmes d'élevage extensifs plus importants. Le tout suit une dynamique extrêmement bien structurée, bien organisée, bien conçue avec des réponses extrêmement productives dont les effets retombent directement sur les individus de la communauté. A titre d'exemple, la communauté d'Extrema a sollicité et obtenu un financement pour l'exploitation d'un moulin mobile permettant de moudre le manioc pour en faire de la farine pour la consommation de la communauté mais, aussi pour leur permettre de la revendre dans la ville voisine et d'en tirer des bénéfices réinvestis au profit de toutes et tous.

3 A partir de : Paulo Rogerio Gonçalves e Maryellen Crisóstomo, Comunidades Quilombolas do Cerrado: Cultivando Territórios de Liberdade nos Sertões, in Saberes dos povos do cerrado e biodiversidade [livro eletrônico] / organização Diana Aguiar Orrico Santos, Helena Rodrigues Lopes. -- 1. ed. -- Rio de Janeiro : ActionAid Brasil, 2020. PDF ISBN 978-65-89247-00-5, pp. 96 - 122. Disponible en ligne: <https://campanha-cerrado.org.br/images/biblioteca/Saberes%20dos%20Povos%20do%20Cerrado%20e%20Biodiversidade.pdf>



## CONFLITS FONCIERS ET DÉFENSEUR·EUSE·S DE LA TERRE<sup>4</sup>

### LE FONCIER AU BRÉSIL ? ÉTAT DES LIEUX

Comme dans les autres pays appauvris du Sud, au Brésil, la majorité des conflits sont liés à l'accès à la terre. Si une augmentation des conflits liés aux ressources naturelles est constatée à travers le monde, la situation est particulièrement alarmante au Brésil. Le pays fait en effet face à une explosion du nombre de conflits fonciers, et de l'utilisation du feu à des fins de déforestation et d'agrandissement des espaces cultivés. Rien qu'au premier semestre 2022, la CPT a recensé 759 cas de conflits en zones rurales, impliquant 113.654 familles<sup>5</sup>.

Au Brésil, ces conflits sont liés à une forte concentration foncière. 45%<sup>6</sup> des terres sont concentrées dans les mains de quelques grands propriétaires, alors que les paysan·ne·s détiennent seulement 2,3% des terres. Cette concentration foncière existe depuis des décennies, mais explose ces dernières années, en raison des politiques d'expansion des frontières agricoles. Une alliance des grands propriétaires avec les firmes de l'agrobusiness s'est créée, visant à l'exploitation de grandes surfaces agricoles. Ce faisant, de nombreux projets d'extractivisme minier et hydro-électriques voient le jour, engendrant un processus d'exclusion et

de pauvreté à grande échelle pour les petits paysans, en plus d'avoir des conséquences désastreuses sur l'environnement.

Il n'est par exemple pas rare que les barrages mis en place par l'agroindustrie détruisent des écosystèmes, dévient des fleuves et privent des peuples autochtones de leur accès à l'eau. Ainsi, outre les conflits pour l'accès à la terre, c'est également l'accès à l'eau dont il est question. En 2021, la CPT recense 304 conflits liés à l'eau, impliquant 56.135 familles<sup>7</sup>. De plus, le feu est également utilisé comme arme par l'agroindustrie dans le cadre de ces conflits fonciers, pour s'approprier la terre en détruisant et en forçant les populations à se déplacer. Ainsi, l'accaparement des terres se consolide en deux phases. La première constituant une appropriation physique des terres, par une invasion et un contrôle illégal des terres. La seconde consistant à feindre un semblant de légalité sur le papier. 2.143 familles ont ainsi été expulsées de leurs terres en 2021 sur l'ordre d'un juge, selon la CPT<sup>8</sup>.

Cette inégalité foncière, qui touche particulièrement les femmes et les filles, est également un moteur essentiel de l'exploitation, y compris de la traite des êtres humains à des fins de travail forcé. Avancée de l'agrobusiness, grands projets hydroélectriques et

4 Pour plus d'informations, rendez-vous sur <https://www.entraide.be/-etudes->

5 CPT, Octobre 2022, données partielles sur les conflits en zones rurales : <https://www.cptnacional.org.br/publicacoes/noticias/conflitos-no-campo/6201-cpt-divulgara-d-ados-parciais-de-conflitos-no-campo-em-2022-na-rpoxima-segunda-feira-24>

6 Layout 1 ([frontlinedefenders.org](http://frontlinedefenders.org))

7 <https://www.cptnacional.org.br/downlods/download/90-other-languages-releases/14269-fr-re-sume-de-presse-2021-morts-re-sultant-de-conflits-de-terre-et-massacres-dans-la-terre-indigene-yanomami-augmentation-des-assassinats-et-du-travail-esclave1-sont-les-traites-marquants-cpt>

8 Ibid.

multiplication des projets miniers... si l'on ajoute à cela que l'utilisation des armes est tolérée, cette concentration des ressources constitue donc un terreau fertile pour la pression sur les écosystèmes et leurs habitant-e-s ainsi que pour une escalade de la violence dans ces régions.

## VIOLENCES ET CRIMINALISATION DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Avec l'assassinat de 20 activistes en 2020, **le Brésil est en 4<sup>e</sup> position des pays dans lesquels les défenseurs et défenseuses de l'environnement et du droit à la terre sont le plus souvent tué-e-s**. Les trois quarts de ces crimes ont lieu en Amazonie et visent les populations autochtones. Entre 2021 et 2022, 342 assassinats des défenseur-euse-s de l'environnement ont eu lieu, selon *Global Witness*, ce qui représente presque 20% de ces décès au niveau mondial. Il apparaît également que 85% des meurtres perpétrés l'ont été en Amazonie, tandis que les victimes étaient majoritairement autochtones ou noires<sup>9</sup>.

Les populations autochtones subissent un nombre disproportionné d'attaques, qu'elles prennent la forme de stigmatisation, menaces, harcèlement, attaques physiques ou encore assassinats. Il apparaît également que les femmes subissent particulièrement ces attaques orientées contre la cause environnementale, car elles prennent souvent la tête de mouvements de luttes pour la défense de la nature et la promotion de l'agriculture familiale.

Au Brésil, cette répression s'est amplifiée avec l'élection de Jair Bolsonaro. Son mandat a en effet été marqué par une multiplication des conflits liés aux ressources naturelles, par une réduction de l'espace démocratique et de la liberté d'expression, par une augmentation de la criminalisation des journalistes et défenseur-euse-s de la terre, ou encore par la mise en œuvre de politiques délibérées de démantèlement des droits humains et environnementaux.

Plus encore, au Brésil, le travail forcé peut directement être relié aux conflits et à la destruction environnementale de zones rurales. Dans le cadre de l'expansion de la frontière agricole, souvent sur des terres occupées illégalement, des travailleurs et

travailleuses sont réduit-e-s en esclavage, pour réaliser les travaux permettant les défrichements destinés à l'implantation de pâturages ou de monocultures. De plus, le droit au consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones, des Quilombolas et communautés traditionnelles, se détériore. Ces populations font donc face, malgré elles, aux conséquences de l'expansion de l'agro-industrie, des exploitations minières et de la construction de barrages, tout en n'ayant aucune garantie de réparation, ou même d'accès à la justice.

Violences répétées, répression, criminalisation, non-respect du consentement préalable, esclavage, perte de leur capacité à accéder à une vie digne, déplacement forcé ou encore insécurité alimentaire, sont donc autant de réalités auxquelles doivent faire face ces défenseurs et défenseuses de la terre.

## QUELLES IMPLICATIONS DE LA BELGIQUE ET DE L'UNION EUROPÉENNE ?

La Belgique, et l'Union Européenne plus largement, sont impliquées dans ces phénomènes et ce à plusieurs niveaux. En effet, les communautés paysannes et autochtones accusent directement certaines entreprises belges d'accaparements de terres et de violations, tant des droits humains qu'environnementaux. Ainsi, des multinationales ayant leur siège en Europe sont impliquées dans ces projets qui portent atteinte aux droits des paysans et paysannes. C'est le cas d'Engie, dont les barrages, dans la municipalité de Minaçu (nord de l'État de Goiás), ont inondé des terres agricoles, constituant l'un des plus grands lacs d'Amérique latine, et déplaçant ses habitants, les laissant sans ressources productives ni indemnités.

L'Union Européenne a de surcroît conclu des accords de libre-échange qui encouragent la progression d'une agriculture industrielle toxique. Ces textes poussent toujours plus l'agriculture brésilienne vers l'exportation, écrasant toute alternative agroécologique et laissant une partie de la population brésilienne affamée. C'est le cas de l'accord UE/Mercosur, qui prévoit notamment : une suppression de 91% des droits de douane, une extension des quotas d'importations et d'exportation et une suppression des barrières tarifaires pour une durée de 15 ans maximum.

9 <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/last-line-defence/>



Il concernerait les principaux produits agricoles et minéraux exportés par le Mercosur (viande, riz, café, etc) et les produits industrialisés de l'UE (voiture, produits pharmaceutiques, etc.). Cet accord pose question à différents niveaux :

- Au niveau environnemental, les produits dont il est question dans l'accord constituent les principaux facteurs de déforestation et d'émission de gaz à effet de serre. Selon une étude publiée par le Grain, cet accord est susceptible de générer 9 millions de tonne de gaz à effet de serre chaque année<sup>10</sup>.
- Au niveau social, l'accord EU-Mercosur favorise le modèle agroindustriel, au détriment des autres types d'agriculture, en concentrant sur lui les investissements et ressources du pays, en réduisant l'espace des cultures traditionnelles (riz, haricots, etc.) et en influençant la dynamique de l'offre et des prix pour des produits à destination du marché intérieur brésilien. De plus, les instruments prévus par l'accord dans le but de protéger les droits humains et garantir le consentement préalable des populations restent largement insuffisants.
- Au niveau sanitaire, l'agro-industrie brésilienne consomme une importante quantité d'engrais chimiques et des pesticides extrêmement dangereux, ce qui comporte des risques, tant pour les consommateurs européens que pour les populations locales exposées. A noter que l'Union Européenne exporte massivement certains pesticides toxiques à destination de l'agrobusiness brésilien, pesticides pourtant interdits en Europe.

---

<sup>10</sup> À l'heure actuelle, le Brésil génère 25,5 millions de tonnes de CO<sup>2</sup> par an pour la production et le commerce de viande, volaille, sucre, produits laitiers, éthanol et riz, sans compter le soja et le beurre. Avec cet accord U-E/Mercosur, ce chiffre passerait à 34,2. Pour plus d'informations : <https://grain.org/fr/article/6357-l-accord-commercial-ue-mercotur-va-intensifier-la-crise-climatique-due-a-l-agriculture>

## LUTTES ET RÉSISTANCES BRÉSILIENNES

### RÉSISTER POUR EXISTER

Pour les communautés paysannes, autochtones, traditionnelles et quilombolas du Brésil, résister c'est lutter pour la vie. La vie de leurs cultures, des traditions, d'hommes, de femmes et des générations futures. Mais aussi la vie des écosystèmes qui font la richesse naturelle du pays.

*« Le processus de résistance n'est pas facile, mais on espère faire ce qui est possible, pour garantir la vie en premier lieu, en second lieu garantir la conquête [de terre] pour la dignité de ces familles, pour le peuple qui lutte pour sa dignité », nous dit Saulo Reis, coordonnateur de la CPT Goiás.*

Alors que l'agro-industrie, les exploitations minières et les grandes infrastructures s'emparent du territoire en appauvrissant les sols, pillant les ressources naturelles et en brûlant tout sur leur passage, des hommes, des femmes et des enfants s'opposent avec dignité et courage à l'oppression permanente des propriétaires terriens.

Ils et elles se défendent pour un droit légitime à la terre, pour un droit à une vie digne, pour sa culture ancestrale et l'histoire qu'elle incarne. Cette lutte se nourrit de la richesse culturelle brésilienne et se vit à travers les corps dans une grande créativité, pour proposer des alternatives tant dans les modes de productions, que dans les systèmes d'organisations sociales, de mobilisation et d'éducation.

La résistance brésilienne est vibrante. Elle à la fois « joie et tristesse, conquête et pertes, certitude et incertitude, rencontre et départ, passions et solidarité, peur et courage, victoires et défaites, elle tisse les contradictions de l'essence qui forme l'être humain »

## LA LUTTE SE FAIT POÉSIE ET LA POÉSIE SE FAIT LUTTE

« Je suis une graine marginale  
Qui palpète en mouvement  
Sur la marge tumultueuse  
Des actions périphériques...  
Je fais partie de l'épouvantable  
Des condamnés de la terre  
Marche à travers champs et poèmes  
Et mon cri est l'aube  
Je suis la vie et l'arène  
Force montante  
Routes clôturées et nuits...  
Ma vie est gravée dans la pierre  
Je laboure les chemins  
Je sais que je vais pour ce que je suis.  
Ce qui naît d'un sol fertile  
Germe de la sueur de l'espoir. »<sup>11</sup>

La résistance des peuples traditionnels brésiliens inspire. Elle inspire et veut inspirer l'espoir et la confiance dans la légitimité de la lutte.

A travers la culture, les chants militants, les histoires des ancêtres, les légendes, les jeux, les foires, le théâtre ou encore la poésie, les communautés et les organisations de la société civile qui les soutiennent nourrissent leur combat d'espoir et de lumière. « Il s'agit d'apprendre à aimer quand il n'y a plus de raison d'aimer, à chanter quand il n'a plus de raison de chanter, de sourire quand il n'y a plus de raison de sourire, de vivre quand il n'y a plus de raison de vivre, parce que la force que génère la vie est aussi présente lors que la vie est fauchée ».

L'art dans sa grande diversité est mis au service de la mobilisation sociale et nourrit la résistance des communautés marginalisées, qui construisent ensemble, un narratif fait d'espoir et de courage pour poursuivre, même dans les moments les plus difficiles.

Dans ces moments-là, la Foi et les paroles de l'Évangile constituent, aussi, une source de retour à l'essence de leur combat.

### LA FOI AU SERVICE DE LA LUTTE

Le Brésil est un pays fortement croyant. Il est intéressant de souligner l'importance du poids de l'Église



catholique et de la religion dans la mobilisation sociale des communautés paysannes, autochtones ou quilombolos.

Selon l'origine et les traditions de la communauté, cette Foi se vit et se nourrit de différentes façons. Et il est précieux d'observer que la relation aux vivants, à la nature et à la maison commune est bien souvent un point de ralliement de ces communautés. Le retour à la terre « mère » et le sacré qu'elle représente est bien souvent nourri par les pastorales sociales, telles que la CPT ou encore la CIMI (Conseil Indigeniste Missionnaire).

### L'ORGANISATION COLLECTIVE, UN MODE DE RÉSISTANCE

La vie des paysans est marquée d'une trajectoire de luttes et pour un certain nombre d'entre eux, elle commence dans un *accampamento* (qui peut être défini comme un campement de paysans sans terre, qui s'organisent pour obtenir un droit d'accès à la terre, légalement reconnu par l'Institut national de la colonisation et de la réforme agraire - INCRA). Dans ces mobilisations, qui peuvent durer de nombreuses années, les paysans et paysannes s'organisent autour de diverses activités pour atteindre leurs objectifs. Dans cette trajectoire de luttes, « l'accampamento » se transforme en véritable instrument de lutte.

Ainsi l'organisation collective est nécessaire pour faciliter et trouver des solutions aux défis quotidiens des sans terre, comme la santé, la sécurité, l'alimentation, l'éducation etc. Au-delà des réalités quotidiennes pour lesquelles ces familles s'organisent collectivement pour maintenir leur existence dans la zone, le groupe s'organise également pour s'informer,

11 Poème d'Adilson de Apiaim, issu du livre *Armas, Flores e Amores – A luta qui faz poesia e a poesia que se faz luta*. Adilson de Apiaim est un militant du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terres.



se former et se mobiliser sur les enjeux politiques et mettre en place les démarches nécessaires pour l'obtention de leurs droits.

Le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (le MST) est le mouvement qui accompagnent les groupes de paysans sans terre, désireux de s'unir pour obtenir leurs droits d'accès à la terre. Cet accompagnement est un accompagnement par les pairs, d'un leader paysan sans terre à une nouvelle communauté de « *squatters* »<sup>12</sup>. Cet accompagnement est à la fois technique et pratique et vise à renforcer l'esprit collectif des « *sans-terres* ».

Au cœur de la résistance des communautés traditionnelles et paysannes, il y a un constant retour au collectif. Ce travail de nourrir le collectif est un enjeu de taille dans une société imprégnée d'un modèle dominant individualiste. Aussi, l'un des engagements premiers des organisations de la société civile, telles que les partenaires d'E&F, est de faciliter la création d'espace collectif de production, mais aussi de décision et de commercialisation.

Accompagner les communautés à s'organiser collectivement induit un travail permanent de proximité, de présence, de formation, de déconstruction des a priori, d'éducation et d'appuis techniques, juridiques et parfois psychologiques pour valoriser les savoirs ancestraux et l'importance du faire ensemble, pour un mieux vivre ensemble.

Concrètement, cela se manifeste à travers l'appui à la mise en place de champs communautaires d'exploitation agricole permettant d'une part de souder les liens entre les membres d'une communauté, mais aussi de faciliter le transfert horizontal d'expériences (apprentissage par les pairs) et de nourrir la solidarité au sein de la communauté.

Pour ce faire, les partenaires utilisent un concept traditionnel, « *le Mutirão* », qui littéralement se traduit par « la force opérationnelle collective ». Le Mutirão, vise à unir pour un temps donné et dans un contexte donné les forces physiques ou même financières d'un

groupe pour faciliter l'accomplissement d'une action. Par exemple, dans le milieu agricole, la CPT organise un Mutirão pour mobiliser toutes les forces vives pour labourer, planter ou récolter une culture collective ou encore pour protéger des sources naturelles d'eau. Généralement ces moments sont des moments de célébration et d'union dans l'action.

Cette forme de fonctionnement se retrouve aussi au sein des organisations de la société civile qui soutiennent ces communautés. C'est le cas par exemple pour nos partenaires, la CPT-Goiás, qui organise sa coordination régionale de manière collégiale. La coalition Agro é Fogo trouve également sa force d'action dans ses membres.

## L'AGROÉCOLOGIE UNE ARME DE PROTECTION

La CPT-Goiás, le MST et beaucoup d'autres organisations de la société civile brésilienne, promeuvent et renforcent les techniques de productions agricoles traditionnelles tant pour ses aspects écologiques et éthiques face à une monoculture aux pratiques toxiques pour l'humain et son environnement, que pour ses aspects politiques et son pouvoir de résistance face à une oppression constante sur les terres et les populations locales.

Aussi, une communauté en conflit pour l'accès à la terre, face à une entreprise, quelle qu'elle soit, sera accompagnée par la CPT-Goiás à travers l'organisation collective, mais aussi la production alimentaire durable pour assurer un moyen de subsistance suffisant aux habitants de la communauté pour leur donner la force et le courage de rester dans la zone et faire de cette production un objet de pression politique. Les communautés accompagnées par les mouvements sans terres, ont souvent une production agricole pour leur consommation personnelle, une autre pour la commercialisation et une dernière pour la solidarité avec les plus démunies des quartiers situés en périphérie de la ville la plus proche.

12 Traduction du mot brésilien « *accampados* »



## LUTTES COMMUNES

À l'heure actuelle, le Brésil reste une terre de luttes et de mouvements pour la justice et la solidarité. Beaucoup de mouvements ont été initiés dans ce pays et ont des répercussions jusqu'en Europe : le Mouvement des paysans sans terre, le mouvement altermondialiste, la théologie de la libération et la vision du besoin d'une Eglise plus sociale sont nés, entre autres, au Brésil. Appuyer ces luttes, c'est aussi nous aider à réfléchir sur les changements des rapports de force de notre monde.

Entraide et Fraternité continue d'être aux côtés de celles et ceux qui sont oubliés par le « miracle économique » brésilien, et soutient les programmes et les projets qui leur permettent de vivre dignement et de s'éloigner durablement de la pauvreté. De cette manière, Entraide et Fraternité apporte son soutien aux systèmes alimentaires qui assurent le droit à l'alimentation des populations et le droit à la terre et aux ressources naturelles des communautés paysannes et autochtones. Entraide et Fraternité soutient également les mouvements sociaux et paysans au Brésil dans leurs luttes pour la défense de l'agroécologie familiale comme alternative au modèle agro-industriel, ne respectant ni la nature ni l'humain.

Concrètement, cela se traduit notamment par des actions telles que :

- Un soutien et des partenariats avec les organisations locales, dans la promotion et la revendication de leurs droits et par le

biais de projets de solidarité internationale en faveur de l'agroécologie.

- Une formation et une sensibilisation du public belge à ces réalités, visant à l'analyse et à la réflexion critique sur les mécanismes qui régissent les relations Nord/Sud, pour arriver à un changement individuel et sociétal ;
- Un soutien politique à la lutte de communautés paysannes et autochtones à travers la mise en place d'une législation belge et européenne sur le devoir de vigilance des entreprises pour le respect des droits humains et de l'environnement. Entraide et Fraternité travaille en réseau avec d'autres ONGs belges dans le cadre de la campagne « Les droits humains n'ont pas de prix ». Entraide et Fraternité mène aussi un travail de plaidoyer vis-à-vis des décideurs politiques belges pour l'adoption d'une loi efficace sur le devoir de vigilance.
- Une dénonciation des possibles impacts sur l'environnement, sur la santé et sur la population, générés provoqués par l'accord de libre-échange entre l'Union Européenne et le Mercosur. La Belgique doit s'opposer à la ratification de cet accord.
- Entraide et Fraternité s'engage dans la campagne menée par SOS Faim "www.stop-pesticides.be" pour arrêter la production des pesticides toxiques, en Belgique comme en Europe.



Rue du Gouvernement Provisoire, 32  
1000 Bruxelles  
02 227 66 80 | [info@entraide.be](mailto:info@entraide.be)

[WWW.ENTRAIDE.BE](http://WWW.ENTRAIDE.BE)

Ont collaboré à la rédaction : Alexandre Blanchart, Laureline Estievenart, Quentin Hayois, Laurie Khorchi, Francesca Monteverdi et Benoit Schoemaeker



Éd. resp. : Axelle Fischer - 32 rue du Gouvernement Provisoire - 1000 Bruxelles  
Photos : Entraide et Fraternité



MIXTE  
Papier issu de  
sources responsables  
FSC® C012447